

napoléonienne, dont Nivelles se pique d'être le continuateur.

Aux armées, on s'occupe de chauffer à blanc le moral des troupes d'attaque : c'est la dernière offensive, elle est montée avec des moyens sans précédents : artillerie formidable, tanks, avions, on progressera « l'arme à la bretelle » pendant des 50 kilomètres, c'est la percée à coup sûr, c'est la fin de la guerre, etc.

Le 10 mars, les Allemands, parfaitement au courant de nos projets, évacuent d'eux-mêmes la région de Noyon et rectifient leur front entre Baupême et Soissons. Les trois quarts du front d'attaque éventuel sont ainsi neutralisés. D'Arras à Soissons, l'offensive franco-britannique tombe dans le vide.

Néanmoins Nivelles ne change rien à son plan d'attaque. Au contraire, il l'agrandit en ajoutant un nouveau secteur d'attaque de Reims à Auberville (4<sup>e</sup> armée : général Anthoine). Entêtement significatif.

Le désaccord naît à ce moment dans le haut commandement. Les plus sages parmi les subordonnés du généralissime trouvent maintenant l'offensive inutile, dangereuse même. Sur leurs injonctions, le ministre de la Guerre, M. Painlevé, convoque deux réunions suprêmes des chefs civils et militaires du pays : le 3 avril à Paris ; le 6 à Compiègne. A cette dernière réunion, Nivelles met sa démission dans la balance. Personne n'ose l'accepter : l'offensive aura lieu.

Le 5 avril, à Sapiqueul, les Allemands, en un coup de main heureux, trouvent sur un prisonnier le dispositif d'attaque de la 5<sup>e</sup> armée. Le général en chef en est avisé. Il ne change encore rien à son plan initial.

Les Allemands accumulent sur le Chemin des Dames des forces égales à celles qui les menacent. Leur artillerie est même supérieure numériquement ; leur aviation nous surclasse. De plus, ils occupent une position stratégique quasi inexpugnable : pentes à pic boisées, creusées de cavernes souterraines organisées, reliées entre elles, fils de fer entre les arbres, réseaux à contre-pente, mitrailleuses innombrables sous coupôles, avec puits et cavernes, etc.

Le 16 avril, l'offensive française se déclenche.

La préparation d'artillerie a été faible, partout insuffisante. Le terrain est mal organisé, le temps contraire. L'artillerie manquera de munitions, l'infanterie de cartouches et de grenades. La liaison pendant l'attaque, mal étudiée, ne fonctionnera jamais. L'aviation allemande survolera constamment nos vagues d'assaut, les décimant à la mitrailleuse. Les tanks, repérés dès leur montée en ligne, seront détruits et incendiés par des batteries spéciales avant d'avoir pu intervenir. Obéissant à un horaire inflexible, qui avait tout prévu, sauf l'arrêt des colonnes d'attaque sur les positions de première ligne, les régiments d'infanterie, les batteries d'artillerie, les convois de ravitaillement, viennent s'entasser, quart d'heure par quart

d'heure, sur les parallèles de départ. Le désordre est indescriptible ; les mitrailleuses ennemies et les tirs de barrage fauchent à coup sûr dans cet entassement incohérent d'hommes et de bêtes affolées. A Courlandon, les Sénégalais se débattent sous le feu, refluent sur l'arrière, pillant les ambulances, prenant d'assaut les trains sanitaires. Devant Brimont, les brigades russes sont parties par erreur 10 minutes avant l'heure H et ont été anéanties par nos 75. Au Mont des Singes, à Lafaux, devant Soupir, à Craonne, à Hurtebise, à Juvincourt, au Mont Spin, partout, les colonnes d'assaut, clouées sur place, sont massacrées en quelques instants. Nulle part elles ne peuvent dépasser la seconde ligne allemande, d'où partent des contre-attaques incessantes. En fin de journée, notre avance en son point maximum ne dépasse pas 800 mètres.

Cependant, l'offensive continue le lendemain et les jours suivants. Jusqu'au 8 mai, les attaques se succèdent avec plus ou moins d'ampleur, dans les mêmes conditions et avec le même insuccès. Du 16 au 30 avril, les chiffres de pertes de l'armée française s'élèvent à 92.000 hommes dont plus de 1/3 en morts. Au 8 mai, 120.000 combattants sont comptés comme tués ou évacués. Le gain tactique est nul ; le désastre matériel et moral, par contre, éclatant. On le cache d'ailleurs soigneusement au pays et la seule préoccupation du ministre de la Guerre est de « sauver la face au généralissime », pour l'arrière, tandis qu'à l'avant la révolte gronde dans les rangs des combattants rescapés, qui exigent contre les chefs responsables des sanctions immédiates en rapport avec le crime, et qui, ne les ayant pas obtenues, s'insurgent. Mais eux, on les fusille.



Sept années sont passées. La guerre est maintenant enterrée pour le pays, digérée par la plupart de ceux qui l'ont faite, en demi-combattants, imposteurs de l'après-guerre, catalogués héros à bon compte. La légende officielle est maintenant bien établie autour des hommes et des choses et nul ne songe à en contester la teneur.

Cependant, dans la poignée d'anciens combattants vrais qui n'ont rien oublié et en qui la révolte initiale est aussi haineuse qu'au retour du front, dans cette revue même où seule cette révolte peut encore librement s'exprimer, la mort du général Nivelles a retenti douloureusement. Le général Nivelles est mort dans son lit ! Sept ans après son crime, sans en avoir jamais souffert, sans en avoir rien expié, alors que la mémoire des fusillés de Vingré, de Flirey, victimes des conseils de guerre, n'est même pas officiellement réhabilitée et que des centaines de milliers de combattants demeurent invengés !

Cependant que la mort douce, complice, dérobe à une exemplaire punition les généraux assassins qu'une justice révolutionnaire promettait par avance à la guillotine ou au peloton d'exécution !

CLARTE.